

Manifeste, manifestations, occupations. Ces derniers jours, des citoyens tchèques se sont mobilisés contre la puissante industrie du charbon en Tchéquie et ont exigé une transformation énergétique écologiquement responsable et socialement juste.



Photo : Peťo Tkáč, pour « Deník Referendum ».

Malgré la Covid, malgré la pluie et les pressions des autorités, des centaines d'activistes se sont mobilisés la semaine dernière dans le Nord de la Tchéquie pour exiger la fin de l'exploitation des mines et des centrales électriques qui carburent au charbon. Un « camp climatique » organisé par l'organisation *Limity jsme my* ('Nous sommes les limites') a marqué le point d'orgue des mobilisations, placées sous la bannière « La fin du charbon #Maintenant ! ».

Après une tournée en vélo rythmée par des rencontres avec les citoyens, les activistes sont passés à l'action. Mercredi, des membres de la branche locale de *Greenpeace* ont occupé une pelle mécanique géante de la mine ouverte de Vršany, près de la ville de Most. Après près de trois jours, un nouveau groupe au nom énigmatique de 'Révolte des chatons' a pris le relais, occupant aussi une pelle de la même mine. Finalement, samedi matin, après une manifestation citoyenne devant la centrale électrique au charbon de Počerady, l'une des plus polluantes d'Europe, plus d'une centaine d'activistes a envahi la mine de Vršany.

[Importante mobilisation des écologistes contre le charbon en République tchèque](#)

« La désobéissance civile est justifiée »

À la veille de ces actions, plus une centaine de personnalités du monde de la politique, de la culture et de la science, ainsi qu'une vingtaine d'organisations, ont publié une lettre ouverte dans laquelle elles appellent à une fin de l'exploitation et l'utilisation du charbon et à un passage aux énergies renouvelables. Tel qu'elles le soulignent, « c'est à cause du charbon que la terre de Bohême du Nord est dévastée et les puits asséchés ». De plus, les signataires rappellent qu'un arrêt immédiat de certaines centrales vétustes est possible, étant donné qu'un sixième de l'énergie produite en Tchéquie n'est destinée qu'à réaliser un profit à l'exportation, et non pas à la consommation domestique.

Les organisations insistent sur le besoin d'une transformation socialement juste qui ne laisserait pas tomber les populations locales, partiellement dépendantes de l'industrie du charbon.

Dans leur lettre, tout comme dans les communiqués et les discours de toutes les organisations participantes, les signataires insistent sur le besoin d'une transformation socialement juste qui ne laisserait pas tomber les populations locales, partiellement dépendantes de l'industrie du charbon. Les fonds européens pour cette transformation existent, écrivent-ils, et « les politiciens doivent immédiatement lancer le débat avec les riverains et les travailleurs et travailleuses du secteur énergétique pour entendre leurs besoins et réaliser conjointement un plan afin d'assurer un travail et une vie digne pour tous ». Les signataires assurent aussi de leur soutien les actions de désobéissance civile, rendues nécessaires par l'inaction du gouvernement.

Les actions directes et indirectes de cette semaine, très médiatisées, viennent accentuer la pression sur le gouvernement, qui tergiverse encore et toujours sur la question de la transition énergétique.

Pression sur le gouvernement



Photo : Peťo Tkáč, pour « Deník Referendum ».

Déjouant une forte présence policière, le groupe très organisé de protestataires a réussi à pénétrer dans la mine de Vršany. Celle-ci n'a pas été choisie par hasard, mais plutôt parce qu'elle est censée rester opérationnelle jusqu'en...2052. La colonne qui marchait derrière la bannière « Fin des bavardages, fin du charbon ! » a aussi pris de court les services de sécurité privée embauchés par l'industrie minière et a pu se rendre jusqu'à une pelle mécanique, l'occupant pendant plusieurs heures jusqu'à l'intervention de la police. Dévoués au principe de la non-violence, les membres du groupe n'ont pas résisté et se sont laissé interpellé par les forces de l'ordre.

Les actions directes et indirectes de cette semaine, très médiatisées, viennent accentuer la pression sur le gouvernement, qui tergiverse encore et toujours sur la question de la transition énergétique. D'ici à la fin de l'année, la Commission gouvernementale sur le charbon devrait se réunir et fixer une date pour la sortie du charbon. Le hic, c'est que cette commission est dominée par les représentants du gouvernement et de l'industrie du charbon. De plus, il reste d'importantes questions à régler sur le plan de sortie : [le gouvernement voudrait miser sur le nucléaire](#), mais le prix est exorbitant et les délais de construction très longs. Les activistes, en tout cas, ne comptent pas laisser leur avenir 'brûler'.

[Du rideau de fer au rideau de charbon en Europe](#)